



Missions Locales en ordre dispersé !

Reconfinement et urgence sanitaire mettent les salarié.e.s sous pression !

Reconfinement, urgence sanitaire, télétravail : chacun pour soi, pandémie pour tous !

Dès le discours du Président de la République et celui du 1^{er} Ministre, toutes les directions étaient pendues aux lèvres de l'UNML et à ses recommandations...Pour surtout faire comme bon leur semble !
Encore une fois, le réseau fait preuve de sa belle désorganisation et son désordre habituel !
C'est chacun pour soi et la pandémie pour tous...Surtout pour ceux qui sont en première ligne !
Et le télétravail s'applique sur le mode chacun pour soi, sur fond d'objectif à atteindre au mépris de la santé des salariés et souvent des règles sanitaires !

Les premiers de corvée et les jeunes sous pression !

La 2^{ème} vague est aussi mortifère que la première, et ce, malgré le port du masque généralisé.
Pourtant il faut aller au boulot à marche forcée pour accueillir et accompagner des centaines de milliers de jeunes qui continuent de payer les conséquences non pas de la crise sanitaire, mais les inconséquences d'une politique gouvernementale qui les ignore depuis le début du quinquennat et les plonge dans une précarité exacerbée. La crise sanitaire a bon dos !

Elisabeth Borne...No limit !

Le télétravail n'est pas une option, c'est une obligation. "Il peut aussi y avoir des sanctions", prévient Elisabeth Borne, la ministre du Travail.
Mais les missions locales qui voudraient privilégier le télétravail sont sous la menace des Direccte !

Pressions aux objectifs et incertitudes budgétaires : Combien de postes pour l'accompagnement des jeunes ?

Elisabeth Borne, propose d'augmenter de 100 Millions d'euros le budget des missions locales, mais cela n'est pas traduit en nombre de postes pour assurer l'accompagnement des jeunes en Pacea/Garantie Jeunes.
Pire, elle déplore l'atteinte à seulement 60% des objectifs 2020 pour la Garantie jeunes lors du débat parlementaire, ignorant totalement le contexte d'urgence sanitaire.
Comment atteindre l'objectif de 150 000 jeunes en Garantie Jeunes sans garantie de moyens (la question des locaux se posera encore) et de postes fléchés pour cet accompagnement. Les missions locales sont irrémédiablement comparées à Pole Emploi qui disposera de 2150 ETP !

- **Préserver la santé des salarié.e.s coûte que coûte**
- **Maintenir un accueil sur site par rotation pour les jeunes 1^{er} accueil ou en situation d'urgence**
- **Augmenter la durée de l'accompagnement et le montant de l'allocation Garantie Jeunes**
- **Augmenter l'allocation Pacea**
- **Embaucher 1000 postes de conseillers accompagner les jeunes**
- **Annuler les objectifs CPO pour les années 2020 et 2021**

Montreuil, le 4 Novembre 2020